



Neuchâtel, le 24 novembre

Le Parti socialiste neuchâtelois constate que la direction d'Hôpital neuchâtelois est incapable de mettre en œuvre les décisions du politique et considère que la confiance est irrémédiablement rompue.

Depuis que le chantier de la mise en place d'Hôpital neuchâtelois a été mis en œuvre, le Parti socialiste n'a cessé d'exprimer son inquiétude face aux décisions prises dans le cadre de la gouvernance menée par la direction générale et le Conseil d'Administration.

C'est ainsi, qu'il a dénoncé l'insidieuse dérive qui, petit à petit, conduisait à un déséquilibre flagrant entre les deux sites principaux, s'écartant ainsi de la volonté populaire et politique exprimée lors de la conception de l'Établissement hospitalier multisite.

Il a également dénoncé, notamment dans un article paru le 21 mai 2008, une politique d'opacité menée par la direction générale, politique qui a conduit à l'écartement systématique de certains cadres d'Hôpital neuchâtelois. Des cadres qui, et ce n'est pas un hasard, ont clairement exprimé leur volonté d'appliquer les décisions politiques et dénoncé la gestion à cet égard pour le moins ambiguë de la direction générale. Cette gestion ne semble malheureusement pas remise en cause par le Conseil d'administration, qui ne respecte pas le mandat qui lui a été confié par le Conseil d'Etat.

Malgré nos rencontres avec le Conseil d'administration et la direction, malgré les promesses d'apaisement, force est de constater aujourd'hui, à la lumière de la constitution des nouvelles équipes de cadres, que les personnes qui ont osé exprimer leur opinion, pourtant des praticiens reconnus, ont été purement et simplement écartées, leurs postes étant même supprimés.

Cette rupture des relations de travail s'inscrit dans une stratégie conduite depuis plusieurs années. Elle s'inscrit dans la volonté d'Hôpital neuchâtelois de conduire sa réforme comme il le souhaite, sans tenir compte de la mission qui lui a été confiée par la population neuchâteloise, qui a accepté le projet d' « établissement hospitalier multisite cantonal » par 74,7 % de oui en juin 2005.



Le 24 octobre dernier, grâce à une motion déposée au Grand Conseil par les groupes de gauche, et sous l'impulsion de la nouvelle Conseillère d'Etat, Mme Gisèle Ory, la population et les politiques se sont retrouvés au sein d'Etats généraux de la santé, afin de poser les problèmes sur la table et, ensemble, dégager des solutions permettant d'aller de l'avant dans une politique hospitalière qui a besoin de se mettre en place rapidement. Le Parti socialiste y a pris une part active et a salué le travail qui y a été effectué.

Lors de cette journée, Thomas Burgener, ancien Conseiller d'Etat valaisan, architecte de la réforme hospitalière valaisanne si souvent prise en exemple par les autorités d'Hôpital neuchâtelois, a dispensé une conférence passionnante. Il a notamment précisé :

« Il est essentiel de faire la réforme hospitalière avec le personnel et pas contre le personnel... »

« Il ne doit pas y avoir de licenciements à cause de la réforme hospitalière... »

L'incompréhension de notre parti est donc d'autant plus grande quand, moins de deux semaines après cette réunion de l'apaisement, on apprend qu'une nouvelle fois, la direction générale fait fi de ce qui a été dit. Après les licenciements des portiers, du service technique, de la régisseuse de l'Hôpital de La Chaux-de-Fonds, ce sont maintenant deux cadres reconnus pour leurs compétences qui, après avoir été écartés de tout processus de réflexion à cause de leurs opinions, voient leurs postes disparaître des nouveaux organigrammes. De fait, ils se sont vus signifier leurs licenciements.

Cette mise à l'écart pose au moins deux problèmes institutionnels d'une extrême gravité :

- Ceux qui ont défendu loyalement la décision du Conseil d'Etat d'implanter le site femme-mère-enfant à La Chaux-de-Fonds sont aujourd'hui écartés comme des malpropres par la direction générale. Par cet acte, la direction générale, compense, par une attitude autoritariste, l'incapacité et le manque de volonté qu'elle a à appliquer les décisions politiques et à faire passer le message auprès de ses cadres. De ce fait, la direction générale révèle à quel point elle



n'est pas prête à respecter les institutions de notre canton et notamment les décisions du Conseil d'Etat et du Grand Conseil.

- Une chape de plomb pèse désormais sur ceux qui ne partagent pas les vues de la direction générale. Ils sont condamnés à se taire ou à mettre leurs perspectives professionnelles en danger. La réforme hospitalière prend dès lors la forme d'un diktat de la direction générale influencée par des intérêts particuliers de cadres, niant toute gestion participative et démocratique au sein d'une institution, certes autonomisée, mais toujours publique. Ce diktat pèse sur tous les collaborateurs d'Hôpital neuchâtelois, quels que soient leur niveau de responsabilité et leur lieu de travail. Dans tous les sites, le climat de travail est délétère et les relations de confiance sont détruites.

A la lumière des événements et prises de positions de ces trois dernières années, et suite aux derniers éléments connus, à savoir le licenciement de deux médecins cadres, le Parti socialiste constate que la direction générale est incapable – ou ne veut pas, ce qui est encore plus grave - mettre en œuvre les réformes nécessaires dans un climat serein empreint de loyauté et de respect des institutions politiques. Ses difficultés ont provoqué des dysfonctionnements majeurs, tant au niveau institutionnel et médical qu'au niveau du personnel.

Le Parti socialiste soutient la politique initiée par la Cheffe de Département afin de faire avancer le dossier hospitalier, et salue le dialogue instauré notamment à travers les Etats généraux de la Santé. Au vu de cela, il est d'autant plus consterné par l'irrespect manifesté à l'égard de la position du Conseil d'Etat lors des mêmes Etats généraux. Cette attitude est inacceptable. Il soutiendra, par ailleurs, toute action que la Cheffe de département et le Conseil d'Etat entreprendront pour rétablir de l'ordre au sein de la gouvernance d'Hôpital neuchâtelois.